



JEUDI 27 JANVIER

journée nationale de grève et d'actions pour l'augmentation générale des salaires, des retraites et des minima sociaux

Mobilisons-nous !



Salaires



Conditions de travail



École

La rentrée de janvier 2022 est catastrophique : le service public d'éducation est mis à mal par le manque de personnels et de moyens pour protéger leur santé et celle des élèves.

Sur le sujet du salaire, Blanquer avait annoncé une revalorisation historique mais deux ans après on est toujours bien loin du compte ! Le gouvernement refuse de revaloriser le point d'indice : le gel du point d'indice représente pourtant une perte nette de pouvoir d'achat pour les personnels.

Depuis 2 ans, le gouvernement distribue des miettes !

Blanquer pensait régler le problème de la rémunération des personnels par le paiement de quelques primes et indemnités.

L'indemnité inflation, la prime d'équipement informatique et la prime d'attractivité ne concernent qu'une partie des personnels et sont trop minimes et ponctuelles : ce ne sont pas des augmentations de salaire !

De même, la « revalorisation » des AESH est très insuffisante et n'a pas permis aux AESH de sortir de la précarité. Un-e AESH qui a 6 ans d'ancienneté ne gagnera que 22€ de plus !

La FSU dénonce ces « mesurette » qui n'ont pas de véritables effets sur le niveau de vie des personnels. Les personnels ont perdu entre 15 et 25 % de rémunération au cours des 20 dernières années, le salaire moyen est inférieur d'au moins 15% aux salaires des personnels de l'éducation des pays de l'OCDE alors que le temps en classe est plus important (en moyenne 900 heures en classe en France contre une moyenne européenne de 738 heures en Europe).

La politique salariale de Blanquer est inégalitaire et insuffisante.

Les bas salaires participent du manque d'attractivité de nos métiers et du sentiment fort de mépris de la part de l'institution. Le salaire net des enseignantes est inférieur de 13,9% à celui de leurs collègues masculins. Il existe plusieurs raisons à cela. Les HSA profitent essentiellement aux hommes, qui perçoivent 51% de rémunération liée aux HSA de plus que les femmes. De plus, les femmes sont plus souvent contraintes de prendre en charge la garde des enfants et sont bien plus souvent à temps partiel.

Gagnons des moyens pour l'École !

Pour la rentrée 2022, Blanquer supprime encore 440 postes d'enseignant-es dans les collèges et les lycées et ne crée aucun poste dans les écoles. Depuis 5 ans, Blanquer a supprimé 7900 postes dans le 2nd degré, soit l'équivalent de 175 collèges.

Ces 62 suppressions de postes dans l'académie conduiront à dépasser les seuils d'élèves par classe, à réduire les heures d'enseignement dans certaines disciplines dans les LGT et les LP, à bloquer la mobilité des personnels et à dégrader les conditions de travail. Le budget 2022 entérine une pseudo "priorité au primaire", le ministère ne prévoit pas de moyens supplémentaires pour assurer les remplacements, baisser le nombre d'élèves par classe dans tous les niveaux et recruter des RASED.

Pendant ce temps, le budget de l'enseignement privé continue d'augmenter.

Pendant ce temps, la loi proposée par Michèle Victory pour « CDIser » les AED après 6 ans de contrat a été rejetée par l'Assemblée Nationale le 13 janvier !

La rentrée 2022 va être marquée par le retour des stagiaires à temps plein du fait d'une énième réforme de la formation des enseignant-es. La FSU dénonce cette dégradation importante des conditions d'entrée dans le métier dont l'expérimentation entre 2010 et 2013 avait pourtant été un échec.

L'inclusion scolaire est un enjeu essentiel pour l'école : tous les enfants doivent avoir accès au service public d'éducation, qu'importe leur handicap. **Or, l'Éducation nationale est incapable d'accompagner les élèves en situation de handicap à la hauteur de leurs besoins.** Depuis la rentrée de septembre 2021, la situation s'est largement dégradée : des élèves, qui devraient l'être ne sont pas accompagnés et les élèves accompagnés ont perdu des heures d'accompagnement. Dans certains départements, les élèves attendent un an avant de bénéficier d'une aide humaine. La mise en place des PIAL et de **la politique de mutualisation des moyens fait peser sur les AESH le manque de personnels** : les personnels AESH sont sommés d'intervenir sur davantage d'écoles et d'établissements scolaires avec davantage d'élèves. L'accompagnement est morcelé et se dégrade.

Alors, tout-es en grève pour :

L'interdiction des licenciements, des suppressions de postes, des fermetures de sites. L'augmentation immédiate des salaires, des pensions et des minimas sociaux et du SMIC. L'abrogation de la réforme de l'assurance chômage.

L'augmentation du point d'indice dans la Fonction Publique. Des créations de postes statutaires et des moyens pour l'École et les services publics.

LES RASSEMBLEMENTS DANS LE DEPARTEMENT :

- SAINT-BRIEUC : 10H30 AU PARC DES PROMENADES
- LANNION : 11H30 PARKING DE CAERPHILLY
- GUINGAMP : 17H30 PARVIS DE LA GARE

**Au-delà de nos revendications salariales,
nous avons toutes les raisons
de nous mobiliser**

**le 27 janvier sera l'occasion de réaffirmer ensemble,
le même jour, toutes nos revendications**